

PREFACE DE L'OUVRAGE

Israël/Palestine le livre noir

Rony Brauman

2002

Israël/Palestine le livre noir, Reporters sans frontières, La découverte, 2002.

Le *Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) a été créé par Médecins sans frontières en 1999. Sa vocation : stimuler la réflexion critique sur les pratiques de l'association afin d'en améliorer l'action.

Le Crash réalise des études et analyses portant sur l'action de MSF dans son environnement immédiat. Elaborées à partir des cadres et de l'expérience de l'association, ces textes ne représentent pas la « ligne du parti » MSF, pas plus qu'ils ne cherchent à défendre une conception du « vrai humanitaire ». Leur ambition est au contraire de contribuer au débat sur les enjeux, contraintes, limites – et par conséquent dilemmes – de l'action humanitaire. Les critiques, remarques et suggestions sont plus que bienvenues, elles sont attendues.

The *Centre de reflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) was created by Médecins Sans Frontières in 1999. Its objective is to encourage debate and critical reflexion on the humanitarian practices of the association.

The Crash carries out in-depth studies and analyses of MSF's activities. This work is based on the framework and experience of the association. In no way, however, do these texts lay down the 'MSF party line', nor do they seek to defend the idea of 'true humanitarianism'. On the contrary, the objective is to contribute to debate on the challenges, constraints and limits –as well as the subsequent dilemmas- of humanitarian action. Any criticisms, remarks or suggestions are most welcome.

Préface de l'ouvrage *Israël/Palestine le livre noir*

Rony Brauman

Le conflit du Proche-Orient est le dernier représentant de ces guerres qui polarisent des positions bien au-delà de leurs frontières et de leurs exilés. La Tchétchénie, la Colombie, l'Algérie, le Burundi, les deux Congos, pour ne citer que quelques pays où la torture et les violences contre les civils sont omniprésentes, suscitent nombre de rapports et publications.

Il est possible, au prix de quelque effort, de savoir ce qui s'y passe. Il est en revanche impossible d'ignorer l'existence et les rebondissements du conflit israélo-palestinien, tant cette région du monde est présente dans notre actualité et jusque dans notre vie quotidienne. Cette « surexposition » est d'ailleurs un élément de l'affrontement lui-même, comme l'attestent la place des propagandes et la guerre des mots menées par les protagonistes et leurs militants.

Rappelons-nous la conférence des ONG de Durban, tenue en septembre 2001 en marge de celle qu'organisait l'ONU sur le racisme, où éclatèrent de multiples incidents. L'une des priorités des ONG était de s'atteler à la constitution de l'inventaire des formes de violences exercées dans le monde sur fond d'exaltation identitaire : les sources et manifestations diverses du racisme, ainsi que les mesures et recours possibles pour prévenir et traiter ce mal, tels étaient les thèmes primordiaux de ce vaste colloque informel. La question des castes, par exemple, a fait l'objet de vives discussions, l'Inde pesant de tout son poids pour que cette forme de discrimination soit écartée de l'ordre du jour, tandis que des ONG, indiennes et internationales, se battaient pour qu'elle y figure.

Tout ce travail fut relégué à l'arrière-plan par le conflit israélo-palestinien, qui dévora la conférence des Etats aussi bien que le forum des ONG. Les avocats de la cause israélienne n'y ont rien vu d'autre qu'une manifestation de haine antisémite, habillée des oripeaux de l'antisionisme. Pourtant, sur les cent quatre-vingts paragraphes du texte de la déclaration des ONG, six seulement sont consacrés aux Palestiniens et plusieurs traitent de l'antisémitisme, d'ailleurs décrit comme « la forme de racisme la plus ancienne, la plus pernicieuse et la plus répandue ». Pourquoi « plus pernicieuse et plus répandue » que les autres ? Parce que passions et soupçons dominent ici comme dans aucun autre conflit et poussent à une surenchère sans fin. Dans cette cacophonie assourdissante et cette foire d'empoigne qu'était l'assemblée des ONG, c'est Israël qui s'est retrouvé seul au banc des accusés, tombant sous le coup d'accusations extravagantes, comme celle d'être coupable « d'actes de génocide » à l'encontre des Palestiniens. Cela faisait assurément l'affaire de nombreux Etats arabes, toujours prompts à brandir l'oppression des Palestiniens dans le seul but de faire oublier les exactions dont ils se rendent eux-mêmes coupables.

On se souvient que c'est la question complexe et sensible des rapports entre sionisme et racisme qui déclencha les hostilités. Cette question traverse le conflit de part en part et c'est pourquoi, à l'écart des outrances propagandistes qui marquèrent les débats de Durban, il est nécessaire de l'évoquer ici, même brièvement.

Rappelons que le sionisme a ceci de particulier qu'il est à la fois un mouvement d'émancipation nationale et un mouvement colonial. Les principes sur lesquels il se fonde n'ont rien de raciste. Mais la Palestine n'était pas un espace vide, contrairement au slogan des fondateurs « Une terre sans peuple pour un peuple sans terre », et l'Etat d'Israël se définit comme « un Etat juif ». D'où le divorce entre la théorie et la pratique, en ce qui concerne les citoyens arabes israéliens (20% de la population israélienne), discriminés par toutes sortes de mesures (accès à la terre, au crédit, à certaines fonctions administratives) tout en bénéficiant des avantages de la démocratie

israélienne. Si elles ne figuraient pas dans le projet sioniste, les pratiques de discrimination raciale/religieuse en étaient une conséquence inéluctable, à l'instar des Etats qui mélangent religion et politique, même si elle n'était pas voulue. Dans les territoires occupés – la Cisjordanie et Gaza – la discrimination est totale, permanente, violente comme dans toutes les situations coloniales. De plus, depuis le début de la deuxième Intifada, l'armée et la police israéliennes utilisent à l'encontre des manifestants arabes israéliens les méthodes répressives employées contre le soulèvement palestinien des territoires. On comprend, dans ces conditions, que la question du lien entre « sionisme réel » et racisme trouve naturellement sa place dans un forum international consacré aux pratiques discriminatoires. Mais c'est à l'enjeu plus large de la démocratie et des relations entre religion et Etat que cette question doit renvoyer, faute de quoi elle se réduit à n'être que l'instrument d'un combat contre un pays. C'est ce que nombre d'ONG présentes à Durban, emportées par leurs passions ou des intérêts inavoués et plus bruyantes que représentatives, n'ont pas su ou voulu voir. C'est surtout ce qui, du fait de la charge symbolique exceptionnelle qui pèse sur cette terre « sainte » et d'une occupation qui s'alourdit constamment depuis trente-cinq ans, chauffe les esprits jusqu'à l'incandescence.

Dans un tel contexte, ce *livre noir* ne peut que déplaire aux loyalistes des deux camps, c'est-à-dire à tous ceux qui croient encore que le travestissement et la dissimulation des faits sont indispensables à la défense d'une cause. Pour ceux-là, comme aux pires moments de la guerre froide, l'invocation des droits de l'homme n'est qu'une rhétorique de combat. Les faits et les arguments ne sont pas discutés pour ce qu'ils disent, mais pour ce qu'ils cachent ou pour ce qu'ils induisent. Cette dialectique du soupçon n'est pas enfouie sous les décombres du mur de Berlin. Elle est bien vivante, comme l'attestent les accusations les plus infamantes lancées contre ceux qui refusent de se soumettre à cette logique de camp retranché.

La force, et sans doute la limite, des organisations de défense des droits de l'homme, réside cependant dans leur capacité à s'en tenir à la réalité des exactions et abus commis, telle que les enquêtes permettent de la reconstituer. Au-delà – ou en deçà – des appréciations de chacun, la matérialité des faits doit primer sur les préjugés et positions politiques. Vérifiés, colligés, mis en forme, ils offrent une perspective spécifique, voilée aussi bien par les reportages d'actualité que par les analyses géopolitiques et diplomatiques. Ce catalogue de violences et d'injustices n'a pas d'autre objectif, comme les publications analogues concernant d'autres situations, que de « rendre la honte plus honteuse en la livrant à la publicité », selon la célèbre phrase de Marx. Les loyalistes des deux bords lui reprocheront, non sans raison, d'ignorer l'histoire longue et les enjeux du conflit israélo-palestinien, d'établir une symétrie factice dans une situation de déséquilibre radical. Reconnaissons d'emblée que ces critiques sont fondées. Mais elles le sont dans ce contexte comme dans tous les autres, ni plus ni moins et c'est ce qui limite leur portée. Les droits de l'homme ne sont pas une politique, certes, mais quelle politique peut s'abstraire de toute considération pour les droits de l'homme ?

La fin de toute politique réside dans ses moyens et nulle part ailleurs. C'est bien pourquoi la torture, les exécutions extra-judiciaires, les attaques contre des civils, pour ne parler que des exactions pratiquées par les deux parties, doivent faire l'objet de condamnations d'ensemble. C'est bien pourquoi, également, les « bombes humaines » palestiniennes et la culture de mort que véhiculent les commanditaires de ces attentats ne peuvent faire l'objet d'aucune complaisance. Même si, à l'évidence, elles sont d'abord le produit du désespoir d'une partie croissante de la jeunesse palestinienne. C'est bien pourquoi, encore, l'occupation militaire et la démolition de la société palestinienne par la colonisation israélienne ne peuvent déboucher que sur d'autres événements désastreux. Nul n'est en mesure de prévoir les développements prochains de ce conflit et moins encore son issue à terme. Reste la conviction que, pour tenter d'enrayer la marche vers l'abîme, la construction d'une vision, d'un récit communs aux Israéliens et aux Palestiniens est indispensable. En rassemblant les enquêtes d'associations israéliennes, palestiniennes et internationales de défense des droits de l'homme, ce livre y apporte une solide contribution.